

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 09

Objet de la délibération : Direction  
Envinet - Elaboration d'un Programme  
Local de Prévention des Déchets  
Ménagers et Assimilés (P.L.P.D.M.A) entre  
les CACPL-CAPG-CASA-CCAA-SMED-  
UNIVALOM - Convention constitutive du  
Groupement de Commandes

- Original
  - Expédition certifiée conforme à  
l'original
- Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2021.010

Date de la convocation :

**Le 19/01/2021**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du

**- 5 FEV. 2021**

de la réception s/Préfecture  
en date du

**- 3 FEV. 2021**

Pour le Président,  
La Responsable de Service

  
Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 25 janvier 2021**

L'an deux mil vingt et un et le 25 janvier à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

**ABSENTS :**

Kevin LUCIANO, Jean-Bernard MION, François WYSZKOWSKI, Jean-Pierre MASCARELLI, Georges TOSSAN

**Monsieur MELE,**

Les Communautés d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.), Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.), Pays de Grasse (C.A.P.G.), et la Communauté de Communes Alpes d'Azur (C.C.A.A.) ont souhaité travailler ensemble afin de dynamiser l'Ouest des Alpes-Maritimes, de renforcer la qualité des services publics et de rationaliser les moyens, en vue de réaliser des économies d'échelle pour une meilleure performance publique.

Ces quatre Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (E.P.C.I.) ont donc décidé de créer un Pôle métropolitain chargé de mettre en place des stratégies communes, de mener des actions pertinentes et cohérentes autour d'actions déléguées définies d'intérêt métropolitain, tout en conservant les identités et la souveraineté de chacun des territoires qui le compose.

**Vu** la délibération n° CC.2018.003 du 19 février 2018 par laquelle le Conseil Communautaire a approuvé la création du Pôle Métropolitain CAP AZUR entre la C.A.S.A., la C.A.C.P.L., la C.A.P.G. et la C.C.A.A. ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R93-2019-003 du 15 octobre 2019 portant approbation du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (P.A.C.A.) ;

**CONSIDERANT** les objectifs de la politique nationale de prévention environnementale déclinée au travers des lois n° 2015-992 du 17 août 2015 pour la transition énergétique et la croissance verte et n° 2020-105 du 10 février 2020 pour la lutte contre le gaspillage ainsi que du décret n° 2016-288 du 10 mars 2016 sur la prévention et la gestion des déchets susvisés ;

**CONSIDERANT** que l'article L. 541-15-1 du Code de l'Environnement impose pour les collectivités territoriales, responsables de la collecte ou du traitement des déchets ménagers et assimilés, l'élaboration d'un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (P.L.P.D.M.A.) au plus tard le 1er janvier 2012 ;

**CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.), la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.), la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse (C.A.P.G.), la Communauté de Communes Alpes d'Azur (C.C.A.A.) et les Syndicats SMED et UNIVALOM mènent des projets communs dans le cadre du Pôle Métropolitain Cap Azur ;

**CONSIDERANT** que ces six entités souhaitent renforcer leurs actions et travailler ensemble pour l'élaboration ou le renouvellement de leurs programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés P.L.P.D.M.A. ;

**CONSIDERANT** que l'élaboration d'un P.L.P.D.M.A. se réalise en plusieurs étapes,

- Etablir le diagnostic du territoire ;
- Fixer les objectifs du programme et des actions, en définir les indicateurs et le suivi ;
- Élaborer le plan d'actions en concertation ;
- Organiser la consultation du public et faire adopter le PLPDMA ;

**CONSIDERANT** que l'étape du diagnostic a été réalisée et prise en charge par les Syndicats UNIVALOM et SMED pour le territoire des 4 E.P.C.I. concernés précités ;

**CONSIDERANT** que pour assurer la réalisation des étapes suivantes du P.L.P.D.M.A., il est proposé de réaliser un groupement de commandes entre la C.A.S.A., la C.A.C.P.L., la C.A.P.G., la C.C.A.A. et les deux Syndicats SMED et UNIVALOM afin de garantir la cohérence et l'optimisation des coûts ;

**CONSIDERANT** que l'objet de ce groupement de commandes est la mise en œuvre des procédures de la commande publique relative à l'élaboration, au développement et au suivi par un bureau d'études, de P.L.P.D.M.A. propre à chaque membre du groupement ;

**CONSIDERANT** que la C.A.C.P.L., désignée comme coordonnateur du groupement de commandes, est chargée de mettre en œuvre la totalité des procédures et d'en coordonner l'exécution dans les conditions prévues à la convention annexée à la présente délibération et que chaque membre du groupement s'engage à signer avec le cocontractant retenu ;

**CONSIDERANT** que chaque membre du groupement de commandes émettra les bons de commande, paiera directement le titulaire en s'assurant de la bonne exécution du contrat pour ce qui le concerne ;



**CONSIDERANT** que chaque membre du groupement inscrira le montant de l'opération qui le concerne dans son budget, assurera l'exécution comptable du marché correspondant et se chargera du paiement direct au titulaire ;

**CONSIDERANT** que les modalités de fonctionnement de ce groupement de commandes sont définies dans le cadre d'une convention constitutive du groupement de commandes, dont le projet est joint en annexe à la présente ;

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la création d'un groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, Communauté d'Agglomération Pays de Grasse, la Communauté de Communes Alpes d'Azur, le Syndicat Mixte d'Élimination des Déchets (SMED) et UNIVALOM pour la mise en œuvre des procédures de la commande publique relative à l'élaboration, au développement et au suivi des P.L.P.D.M.A. des membres du groupement ;
- d'approuver la désignation de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins en tant que coordonnateur du groupement;
- d'approuver la convention dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la création d'un groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, Communauté d'Agglomération Pays de Grasse, la Communauté de Communes Alpes d'Azur, le Syndicat Mixte d'Élimination des Déchets (SMED) et UNIVALOM pour la mise en œuvre des procédures de la commande publique relative à l'élaboration, au développement et au suivi des P.L.P.D.M.A. des membres du groupement ;
- d'approuver la désignation de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins en tant que coordonnateur du groupement;
- d'approuver la convention dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 25 janvier 2021  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI



## CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LE DEPLOIEMENT DE PROGRAMMES LOCAUX DE PREVENTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

Vu le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 en application de l'article L.2113-7  
du Code de la Commande Publique

### LA PRESENTE CONVENTION EST ETABLIE ENTRE :

La **Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins**, ci-après désignée « la C.A.C.P.L. », dont le siège social est situé à Cannes, en l'Hôtel de Ville, CS 50 044 - 06414 CANNES CEDEX ; représentée par son Président en exercice, Monsieur David LISNARD, ou son représentant, agissant au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération par délibération en date du.....,

ET

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse**, ci-après désignée « la C.A.P.G. », dont le siège social est situé 57 avenue Pierre Séward, BP 91015, 06131 GRASSE cedex ; représentée par son Président, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération par délibération en date du.....,

ET

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, ci-après désignée « la C.A.S.A. », dont le siège social est situé Mairie d'Antibes, Cours Masséna, 06 600 Antibes ; représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, ou son représentant, agissant au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération par délibération en date du 25 janvier 2021,

ET

La **Communauté de Communes Alpes d'Azur**, ci-après désignée « la C.C.A.A. », dont le siège social est situé Maison des Services Publics, Place Adolphe Conil, 06260 Puget-Théniers ; représentée par son Président, Monsieur Charles-Ange GINESY, ou son représentant, agissant au nom et pour le compte de la communauté de communes par délibération en date du.....,

ET

Le **Syndicat Mixte d'Elimination des Déchets**, ci-après désignée « **SMED** », dont le siège social est situé CVO - Zone industrielle 1<sup>ère</sup> avenue 7000 mètres – 06510 LE BROCC ; représentée par son Président, Monsieur Jean-Marc Délia, ou son représentant, agissant au nom et pour le compte du Syndicat Mixte par délibération en date du.....,

Convention constitutive du Groupement de Commandes pour l'élaboration d'un P.L.P.D.M.A entre les CACPL-CAPG-CASA-CCAA-SMED-UNIVALOM

**ET**

Le **Syndicat Mixte pour la valorisation des déchets ménagers**, ci-après désignée « **UNIVALOM** », dont le siège social est situé Route de Grasse – 06600 ANTIBES ; représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, ou son représentant, agissant au nom et pour le compte du Syndicat Mixte par délibération en date du.....,

Ces partenaires sont désignés par les termes suivants : « partie » ou « signataire » ou « membre ».

## **IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUI**

La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté de Communes Alpes D'Azur, le SMED et UNIVALOM mènent des projets communs dans le cadre du Pôle Métropolitain CAP AZUR.

Aujourd'hui, ils souhaitent renforcer leurs actions et travailler ensemble pour l'élaboration ou le renouvellement de leurs Programmes Locaux de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (P.L.P.D.M.A.) pour une durée de 6 ans.

Pour ce faire, un cahier des charges commun à ces six établissements fait l'objet de la présente convention.

## **IL EST ENSUITE CONVENU CE QUI SUI**

### **ARTICLE I : OBJET DU GROUPEMENT DE COMMANDES**

#### **I.1. OBJECTIF DU GROUPEMENT**

La présente convention est établie en application des dispositions des articles L.2113-6 et L.2113-7 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique à l'effet de :

- constituer un groupement de commandes pour la passation d'un marché public de services et prestations intellectuelles ;
- définir les règles de fonctionnement du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à signer avec le cocontractant retenu un marché public à hauteur de ses besoins propres, tels qu'il les a préalablement déterminés.

#### **I.2. DEFINITION DU BESOIN**

Le marché public a pour objet de déployer les Programmes Locaux de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés des membres du groupement, par la réalisation des étapes suivantes :

- Fixer les objectifs du programme et des actions, en définir les indicateurs et le suivi ;
- Élaborer le plan d'actions en concertation ;
- Organiser la consultation du public et faire adopter le P.L.P.D.M.A. ;
- Assurer le suivi et l'accompagnement auprès des membres du groupement une fois le P.L.P.D.M.A. approuvé.

L'ensemble des points énumérés ci-dessus sont à développer pour la mise en œuvre de P.L.P.D.M.A. propre à chaque membre du groupement.

L'objectif final des missions conclues dans le cadre de ce groupement de commandes est de pouvoir disposer de documents opérationnels pouvant être déployés sur l'ensemble des territoires précités.

## **ARTICLE II : COORDONNATEUR**

### **II.1. DESIGNATION DU COORDONNATEUR**

La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins est désignée par la présente convention coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

### **II.2. MISSIONS DU COORDONNATEUR**

#### **II.2.1- Durant la phase de procédure de passation du marché public**

Le coordonnateur pilote la procédure de passation du marché public. A cet effet, il lui incombera de :

- recenser les besoins (organiser, au préalable, les réunions de travail utiles entre les membres, recueillir leurs exigences techniques, présenter le projet) ;
- préparer et rédiger l'avis d'appel public à la concurrence et les documents de la consultation ;
- gérer les opérations de consultation normalement dévolues à l'acheteur, telles que l'envoi aux publications, l'envoi des documents de la consultation aux opérateurs économiques et/ou la mise en ligne sur le profil d'acheteur, la réception des plis, l'ouverture des plis, les éventuelles demandes de compléments de candidatures et régularisations des offres, etc. ;
- le cas échéant, convoquer, conduire et suivre les réunions de la CAO ;
- éliminer les candidatures qui ne peuvent pas être admises ;
- éliminer les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées ;
- retenir l'offre économiquement la plus avantageuse, après choix de la CAO, le cas échéant ;
- informer les candidats de la suite donnée à leurs candidatures et offres ;
- procéder à la mise au point des contrats le cas échéant ;
- rédiger et transmettre, le cas échéant, le rapport de présentation en application des dispositions en vigueur ;
- le cas échéant, transmettre le dossier au contrôle de légalité ;
- notifier les marchés publics au(x) prestataire(s) retenu(s) ;
- décider de déclarer la procédure sans suite ;
- de solliciter, le cas échéant, des subventions.

S'agissant de marchés publics passés en procédure adaptée, le Coordonnateur est également en charge de toute la procédure, ainsi que de l'attribution selon les règles en place au sein de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins.

Il est convenu que le Coordonnateur ne saurait prendre, sans l'accord des membres du groupement, toute décision pouvant entraîner le non-respect du programme et de l'enveloppe financière.

Dans tous les contrats passés par le Coordonnateur, ce dernier doit avertir ses prestataires qu'il agit en qualité de Coordonnateur du groupement.

#### **II.2.2- Durant la phase d'exécution du marché public**

Chacun des membres du groupement sera responsable de l'exécution administrative et technique de son marché.

Le coordonnateur assurera la cohérence des travaux du prestataire à l'échelle du groupement de commandes.

## **ARTICLE III : MEMBRES DU GROUPEMENT**

### **III.1. DESIGNATION DES MEMBRES**

Le groupement de commandes est constitué de :

- la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, coordonnateur du groupement,
- la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,
- La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,
- la Communauté de Communes Alpes D'Azur,
- le SMED,
- UNIVALOM.

dénommés « membres » du groupement de commandes, signataires de la présente convention.

### **III.2. ADHESION**

Chaque membre adhère au groupement par délibération de son assemblée délibérante ou toute autre instance habilitée approuvant la présente convention.

Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement.

Toute adhésion devra être réalisée avant le lancement de l'avis de marché.

### **III.3. OBLIGATIONS DES MEMBRES**

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Fournir au coordonnateur tout élément nécessaire à l'identification du besoin ;
- Participer à l'élaboration des pièces administratives et techniques ;
- Prendre connaissance et valider les pièces administratives et techniques dans les délais fixés par le coordonnateur ;
- Signer avec le prestataire retenu le marché à hauteur de ses besoins propres, tels qu'il les a préalablement déterminés ;
- Emettre les bons de commande relatifs à la part de marché le concernant, ainsi le dispositif de paiement de l'article VII.7 pourra être mis en œuvre ;
- De s'assurer de la bonne exécution des prestations qui le concernent ;
- Participer au comité technique ;
- Payer les prestations correspondantes ;
- Informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution du marché le concernant.

### **III.4. RESPONSABILITE DES MEMBRES**

Chaque membre du groupement s'engage à faciliter l'exécution des marchés publics dans les conditions prévues, et à défaut, assure la responsabilité des difficultés d'exécution et des litiges qu'il pourrait générer.

Suite à la notification du marché par le coordonnateur du groupement, chaque membre s'assure de la bonne exécution du marché public en ce qui le concerne et en devient juridiquement le seul responsable.

## **ARTICLE IV : PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS**

La procédure de passation retenue sera déterminée par le Coordonnateur du groupement dans le respect de la réglementation applicable aux marchés publics.

Le marché sera un accord-cadre, s'exécutant par l'émission de bons de commande et conclu avec un seul opérateur économique (Accord Cadre mono-attributaire).



## **ARTICLE V : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

### **V.1. COMPOSITION DE LA CAO**

Conformément aux dispositions de l'article L1414-3-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commission d'Appel d'Offres compétente pour l'attribution du marché est celle du coordonnateur du groupement.

### **V.2. ROLE DE LA CAO**

Elle choisit le ou les attributaires du ou des marchés publics lorsque la réglementation l'exige.

## **ARTICLE VI : COMITE TECHNIQUE DE COORDINATION ET DE SUIVI**

### **VI.1. COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE DE COORDINATION ET DE SUIVI**

Dès la prise d'effet de la présente convention, sera constitué un Comité Technique de Coordination et de Suivi, composé de référents techniques et administratifs désignés par les collectivités de chaque membre du groupement.

Le prestataire pourra être convié à ce comité technique en phase d'exécution du marché.

Ce Comité se réunit autant que nécessaire durant :

- les procédures d'élaboration et de passation des contrats,
- les procédures d'exécution des contrats.

### **VI.2. ROLE DU COMITE TECHNIQUE DE COORDINATION ET DE SUIVI**

Il a pour missions de permettre à l'ensemble des membres du groupement de commandes de participer et de suivre le déroulement de l'opération.

Il est convoqué périodiquement par le coordonnateur et éventuellement sur demande de l'un des membres.

Le comité technique de coordination et de suivi sera informé des résultats de la consultation et pourra être sollicité dans le cas d'une difficulté d'exécution ou d'un litige avec le prestataire et l'un des membres.

Le comité technique est chargé :

- de recenser les besoins ;
- de participer à l'élaboration des cahiers des charges des procédures de la commande publique, en vue de permettre au coordonnateur de constituer le dossier de consultation de l'entreprise ;
- de veiller à la cohérence des actions des P.L.P.D.M.A. et de leurs calendriers de mise en œuvre.

## **ARTICLE VII : DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **VII.1. FRAIS LIES A LA PROCEDURE DE PASSATION**

La mission de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins en qualité de Coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération ou à indemnité.

Les frais liés à la procédure de désignation du cocontractant et autres frais éventuels de fonctionnement ainsi que les frais de publicité liés à la passation du marché public sont supportés par le Coordonnateur.

## **VII.2. CONTROLE COMPTABLE ET FINANCIER**

Pour permettre au Coordonnateur d'exercer son droit de contrôle, les membres du groupement tiendront à sa disposition un état des comptes pour le ou les marchés publics le concernant.

## **VII.3. PAIEMENT DU MARCHÉ PUBLIC**

Chaque membre du groupement inscrit le montant de l'opération qui le concerne dans son budget et assure l'exécution comptable du ou des marchés publics qui le concerne.

Chaque membre s'engage à payer directement le titulaire dans les conditions prévues à l'article R. 2192-10 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

Les modalités d'émission des pièces de dépenses par les titulaires, dans le respect du montant maximum propre à chacun des membres, seront définies dans les pièces contractuelles des marchés publics.

## **ARTICLE VIII : DUREES**

### **VIII.1. DUREE DU GROUPEMENT**

Le groupement est constitué pour une durée courant à compter de la notification par le Coordonnateur aux membres de la présente convention qui prendra fin à l'issue des relations contractuelles existant entre le prestataire retenu et chacun des membres du groupement (sauf résiliation prévue à l'article XI ou sortie du groupement).

### **VIII.2. DUREE DU MARCHÉ PUBLIC**

Le marché public commence à produire ses effets juridiques à compter de la date de notification.

Il prendra fin à l'achèvement des obligations respectives des parties. En tout état de cause, il n'excédera pas de 48 mois.

## **ARTICLE IX : EXECUTION DE LA CONVENTION**

La convention ne sera rendue exécutoire qu'après son dépôt auprès des services chargés du contrôle de légalité et sa notification par le Coordonnateur aux membres à la présente convention.

## **ARTICLE X : MODIFICATION**

### **X.1. AVENANTS A LA CONVENTION**

Toute modification de la présente convention constitutive devra faire l'objet d'un avenant approuvé par l'ensemble des membres du groupement.

La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement l'a approuvée.

L'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation relative au droit de la commande publique ne nécessitera pas la passation d'un avenant si elle n'a pas pour conséquence de modifier substantiellement la réglementation relative au groupement de commandes.

## **X.2.MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC**

La passation de modifications au marché public relève de la compétence de chaque membre du groupement, pour le(s) marché(s) les concernant. Le Coordonnateur doit toutefois être informé de la conclusion d'une modification du contrat avec le titulaire du marché.

## **ARTICLE XI : SORTIE DU GROUPEMENT ET RESILIATION**

Les membres qui décident de ne pas poursuivre l'opération ont la possibilité de sortir du groupement. Ils devront toutefois supporter les conséquences financières qui découlent de leur sortie.

Le retrait est notifié au Coordonnateur.

Si le retrait intervient en cours de passation ou d'exécution du marché public, il ne pourra prendre effet qu'à l'expiration de la période du marché concerné. Les membres qui le souhaitent pourront alors sortir du groupement, dès lors qu'ils se seront acquittés de leurs obligations contractuelles.

La présente convention pourra également être résiliée d'un commun accord entre toutes les parties. Dans ce cas, il sera procédé à un constat contradictoire donnant lieu à un procès-verbal précisant les mesures conservatoires à prendre.

Les conséquences de droit et financières seront, le cas échéant, et en l'absence d'accord entre les parties, soumises à juridiction compétente.

## **ARTICLE XII : CAPACITE A ESTER EN JUSTICE**

Le Coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

En cas de contentieux, si le Coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, le paiement éventuel incombera au membre du groupement directement concerné.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

## **ARTICLE XIII : ATTRIBUTION JURIDICTIONNELLE**

### **XIII.1. LITIGE RESULTANT DES PROCEDURES DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

En cas de litige résultant de l'application des clauses des contrats, le Tribunal Administratif compétent sera celui du domicile du coordonnateur du groupement, à savoir le Tribunal Administratif de Nice.

En plein contentieux ou en contentieux de l'exécution, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, le paiement éventuel incombera au membre du groupement directement concerné.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

### **XIII.2. LITIGE RESULTANT DE LA PRESENTE CONVENTION**

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à le formaliser par un écrit adressé par LRAR à chaque membre.

Les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle, notamment en organisant une conciliation en présence d'un expert, désigné d'un commun accord entre les partenaires. Les frais d'expertise sont partagés à part égale entre les membres du groupement.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, et à défaut de conciliation dans le délai de deux (2) mois suivant la formalisation par écrit du litige, sauf prorogation de ce délai admise à l'unanimité par les parties, ces dernières pourront soumettre leur litige à la compétence du Tribunal Administratif de Nice.

#### **ARTICLE XIV : SIGNATURE DE LA CONVENTION**

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux et comporte 10 pages

A ....., le .....

**Monsieur le Président de la C.A.C.P.L.**

**M. David LISNARD**

A ....., le .....

**Monsieur le Président de la C.A.P.G.**

**M. Jérôme VIAUD**

A ....., le .....

**Monsieur le Président de la C.A.S.A**

**M. Jean LEONETTI**

A ....., le .....

**Monsieur le Président de la C.C.A.A**

**M. Charles-Ange GINESY**

A ....., le .....

**Monsieur le Président du SMED**

**M. Jean-Marc DELIA**

A ....., le .....

**Monsieur le Président d'UNIVALOM**

**M. Jean LEONETTI**



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 25/01/2021  
Numéro : BC\_2021\_010  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Elaboration d'un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (P.L.P.D.M.A) entre les CACPL-CAPG-CASA-CCAA-SMED-UNIVALOM - Convention constitutive du Groupement de Commandes  
Matière : 8.8 - Environnement

**Interlocuteur**

Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : AHOqCgH

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 03/02/2021  
Identifiant : 006-240600585-20210125-BC\_2021\_010-DE

**Acte reçu**

Date : 25/01/2021  
Numéro interne : BC\_2021\_010  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 8  
Objet : Elaboration d'un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (P.L.P.D.M.A) entre les CACPL-CAPG-CASA-CCAA-SMED-UNIVALOM - Convention constitutive du Groupement de Commandes  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20210125-BC\_2021\_010-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_SE-006-240600585-20210125-BC\_2021\_010-DE-1-1\_2.PDF

N